



**Direction Territoriale
Nord Pas-de-Calais**

Recalibrage de la Lys Mitoyenne entre Deûlémont et Halluin

Dossier de Mise en compatibilité du document d'urbanisme

Juin 2017



Co-financé par l'Union européenne
Réseau transeuropéen de transport (TEN-T)

L'auteur de cette publication en est le seul responsable. L'Union européenne ne saurait être tenue pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
1.1. PRESENTATION DU PROJET	3
1.1.1. Objet de l'Enquête Publique Unique	4
1.1.2. Conclusion	5
1.2. LES MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE	5
1.2.1. Objet et nature de la mise en compatibilité	5
1.2.2. Procédure de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme opposables	5
1.2.3. Les effets de la DUP	6
2. DOSSIER DE PRESENTATION.....	7
2.1. LE PROJET DE RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE ENTRE DEULEMONT ET HALLUIN.....	7
2.1.1. Présentation générale	7
2.1.2. La Lys mitoyenne, rivière canalisée.....	8
2.1.3. Enjeu du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne.....	9
2.1.4. Projet technique de recalibrage	10
2.1.5. Situation réglementaire des communes concernées par le projet	12
2.2. OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI	12
2.2.1. Règlement graphique	12
2.2.2. Règlement écrit	13
2.2.3. Liste des emplacements réservés.....	13
2.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS	13
3. LE PROJET ET L'INCOMPATIBILITE DU PLUI.....	14
3.1. A DEULEMONT	14
3.1.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	14
3.1.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	15
3.1.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	15
3.1.4. Emplacements réservés concernés par le projet	15
3.2. A WARNETON	15
3.2.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	15
3.2.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	16
3.2.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	16
3.2.4. Emplacements réservés concernés par le projet	17
3.3. A COMINES	17
3.3.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	17
3.3.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	18
3.3.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	18
3.3.4. Emplacements réservés concernés par le projet	18
3.4. A WERWICQ-SUD.....	19
3.4.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	19
3.4.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	20
3.4.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	20
3.4.4. Emplacements réservés concernés par le projet	20

3.5.	A BOUSBECQUE	21
3.5.1.	Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	21
3.5.2.	Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	21
3.5.3.	Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	22
3.5.4.	Emplacements réservés concernés par le projet	22
3.6.	A HALLUIN	22
3.6.1.	Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles	22
3.6.2.	Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet	23
3.6.3.	Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet	23
3.6.4.	Emplacements réservés concernés par le projet	24
4.	LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI	25
4.1.	A DEULEMONT	25
4.1.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	25
4.1.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	25
4.1.3.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	25
4.2.	A WARNETON	26
4.2.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	26
4.2.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	27
4.2.1.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	27
4.3.	A COMINES	28
4.3.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	28
4.3.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	28
4.3.3.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	28
4.4.	A WERVICQ-SUD	29
4.4.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	29
4.4.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	29
4.4.3.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	29
4.5.	A BOUSBECQUE	30
4.5.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	30
4.5.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	30
4.5.3.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	31
4.6.	A HALLUIN	31
4.6.1.	La mise en compatibilité du règlement graphique	31
4.6.2.	La mise en compatibilité du règlement écrit	32
4.6.3.	La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés	32

1. PREAMBULE

1.1. PRESENTATION DU PROJET

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat-Région Hauts-de-France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage est comprise entre Deûlémont (à la confluence entre la Deûle et la Lys) et Halluin (France) / Menin (Belgique, au niveau du pont de Menin), soit un linéaire d'environ 16,5 km. Cette section de la Lys est dite mitoyenne de par sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Cette situation particulière de la Lys mitoyenne impliquant trois gestionnaires a abouti à un découpage en trois maîtrises d'ouvrage pour la réalisation des travaux de recalibrage :

- Section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF) ;
- Section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du SERVICE PUBLIC DE WALLONIE (SPW) ;
- Section 3 : de la frontière Wallonie/Flandre au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de WATERWEGEN EN ZEEKANAAL (W&Z).

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin consiste essentiellement à une augmentation du gabarit de la voie d'eau par un élargissement et un approfondissement, soit des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage. Ces travaux portent sur tout le linéaire du projet, à la fois en France et en Belgique.

La gestion des matériaux excavés est un point important du projet. Il est acté par l'État français, la Région wallonne et la Région flamande que chaque maître d'ouvrage traite les matériaux excavés en France ou en Belgique, résultant de l'exécution des travaux dont il a la charge sur sa section, sur son territoire suivant sa réglementation nationale.

Ainsi :

- Sur la section 1 : VNF prévoit d'utiliser les matériaux inertes pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berges, mesures compensatoires... Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.
- Sur la section 2, les matériaux inertes seront utilisés pour aménager le parc des près de la Lys. Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.
- Sur la section 3, les matériaux inertes seront utilisés en remblaiement de la carrière de Lochristi. Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

La réalisation de franchissements piscicoles aux écluses de Comines et de Menin est également prévue en tant que mesures d'accompagnement de l'opération.

Le projet **du recalibrage de la Lys mitoyenne, soumis à la présente enquête publique** correspond aux travaux de l'opération réalisés sur le **territoire français**, c'est-à-dire :

- Reconstitution et terrassement des berges françaises, et restauration du chemin de halage. Au niveau de Comines France et de Wervicq-sud, la création de la continuité piétonne (chemin de halage) est prévue.
- Dragage et approfondissement en France.
- Gestion des matériaux excédentaires de la section 1 uniquement :
 - Les matériaux inertes sont principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berges, remodelage de deux bras morts (Vert-Digue et Comines) pour la réalisation de mesures compensatoires;
 - Les matériaux non inertes seront gérés par l'entreprise de travaux en charge du dragage.
- Les mesures compensatoires liées aux travaux réalisées en France. Ces mesures sont réalisées en France :

- Remodelage de deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge ;
- La création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont (mesures compensatoires à la destruction de zones humides) ;
- La partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines

À souligner que le projet Seine-Nord est considéré comme un projet connexe. Dans l'analyse des impacts cumulés, seuls les trafics générés par ce projet sont donc pris en compte comme impact pour le recalibrage de la Lys.

La construction d'un quai sur Warneton en Belgique est en projet. Ce projet n'est pas inclus dans les projets connexes du recalibrage de la Lys.

1.1.1. Objet de l'Enquête Publique Unique

La réalisation de l'ensemble de ce Projet est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques :

1. Enquête publique au titre du Code de l'Environnement (CE) :
 - Dans le cadre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (R 123-1 du CE). Le Projet de recalibrage de la Lys mitoyenne rentre dans les rubriques 9° a) l'annexe de l'article R122-2 du CE relatif aux études d'impact ;
 - Dans le cadre de l'article R 214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du CE relatif à la loi sur l'eau ;
 - Pour la législation concernant la protection des réserves naturelles nationales et des sites classés (article L 414-1 et R 414-19 à 26 du CE) ;
 - Pour la législation concernant la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés (article L 411-2 du CE).
2. Enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne prévue par les articles L 110-1 et suivant du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, valant pour l'enquête au titre de l'article L123-1 du code de l'environnement.
3. La déclaration d'utilité publique du projet imposera la mise en compatibilité des documents d'urbanismes selon les articles L153-54 à L153-59 et R153-13 et R153-14 du code de l'urbanisme.
4. Enquête publique parcellaire sur les communes de Comines et Halluin prévue par l'article R 131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En vertu de l'article L123-6 du Code de l'environnement, l'ensemble de ces procédures est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture du Nord, pour le compte des trois maîtres d'ouvrage concernés :

- Voies Navigables de France
- Service Public de Wallonie
- Waterwegen en Zeekanaal

Le dossier d'enquête publique est constitué de quatre sous dossiers, correspondant aux quatre procédures regroupées dans l'enquête publique unique.

1.1.2. Conclusion

L'enquête publique unique permettra :

- L'obtention de l'autorisation unique, regroupant pour ce projet l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et la dérogation pour la destruction d'espèces protégées ;
- L'obtention de la déclaration d'utilité publique nécessaire aux travaux sur le territoire français pour les trois maîtres d'ouvrages sur leurs sections respectives ;
- La décision emportant mise en compatibilité du Plan local d'Urbanisme Intercommunal ;
- La décision de cessibilité des parcelles utiles à la réalisation du projet au profit de l'État en vue de leurs intégrations au Domaine Public fluvial géré par Voies Navigables de France.

1.2. LES MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été codifiée selon les articles L153-54 à L153-59 et R153-13 et R153-14 du code de l'urbanisme. L'article L153-54 prévoit que la déclaration d'utilité publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération, ouverte par le préfet, a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Une opération est incompatible :

- ⇒ Lorsqu'elle est interdite par le règlement ;
- ⇒ Lorsqu'elle a une incidence sur l'affectation des sols, sur la localisation des emplacements réservés ;
- ⇒ Lorsqu'elle porte atteinte à un espace spécialement protégé et notamment un espace boisé classé ;
- ⇒ Lorsqu'elle apporte des restrictions nouvelles et importantes au droit des sols.

1.2.1. Objet et nature de la mise en compatibilité

La mise en compatibilité d'un document d'urbanisme a pour seul objet de permettre la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée.

S'agissant d'un équipement public d'infrastructure, elle peut se traduire dans certaines communes par la création d'un emplacement réservé dans les zones intéressées par le projet ou par la modification de l'emplacement réservé actuel, et par une adaptation en conséquence de toutes les dispositions concernées par l'inscription dans les documents d'urbanisme de l'opération en question.

Cette mise en compatibilité a également pour effet de supprimer la protection des espaces boisés classés, lorsqu'ils existent, à l'intérieur des emprises du projet, afin de permettre les opérations de défrichement nécessaires.

1.2.2. Procédure de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme opposables

L'examen conjoint par l'ensemble des personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique :

Les dispositions proposées par l'Etat pour assurer la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la DUP doivent avoir fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la région, du département, des autorités compétentes en matière d'organisation des transports urbains, des établissements publics compétents en matière de programmes locaux de l'habitat, de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et des communes directement concernées par le projet. Il en

est de même des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers, des chambres d'agricultures.

Cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique et se traduit par l'organisation d'une réunion sous l'autorité du Préfet. Sont consultées à leur demande au titre de l'article L.121-5 du code de l'urbanisme, les associations locales d'usagers agréées et les associations agréées mentionnées à l'article L141-1 du code de l'environnement.

L'avis du Conseil Métropolitain :

A l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du PLUi avec le projet, objet de la future DUP est soumis pour avis au Conseil Métropolitain.

Le dossier soumis à avis du Conseil Métropolitain est composé du dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme opposable, du rapport et des conclusions à la commission d'enquête, du procès-verbal de la réunion relative à l'examen conjoint de l'ensemble des personnes publiques concernées.

Le Conseil Métropolitain dispose d'un délai de deux mois pour donner son avis. A défaut, ce dernier est considéré comme favorable.

1.2.3. Les effets de la DUP

La déclaration d'utilité publique de l'opération emporte approbation des nouvelles dispositions du document d'urbanisme opposable (article R153-14 du code de l'urbanisme). Ce dernier est modifié par la DUP elle-même, cette modification devenant effective dès la publication de la DUP. Les dispositions de la DUP sont intégrées dans le document d'urbanisme, par simple édition.

Il appartient ensuite au préfet d'apprécier la viabilité des documents d'urbanisme ainsi modifiés et les effets indirects de ces modifications (par exemple, élargissement d'une ZAC dans un secteur initialement non constructible rendu nécessaire par l'emprise du projet sur le périmètre initial de la dite ZAC). Les Documents d'urbanisme ne prenant pas suffisamment bien en compte le projet, doivent alors être modifiés ou révisés, sous la maîtrise d'ouvrage des communes et selon un calendrier indépendant du projet (l'enquête publique pour modification ou révision du document d'urbanisme n'influe pas sur le calendrier du projet).

2. DOSSIER DE PRESENTATION

2.1. LE PROJET DE RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE ENTRE DEULEMONT ET HALLUIN

2.1.1. Présentation générale

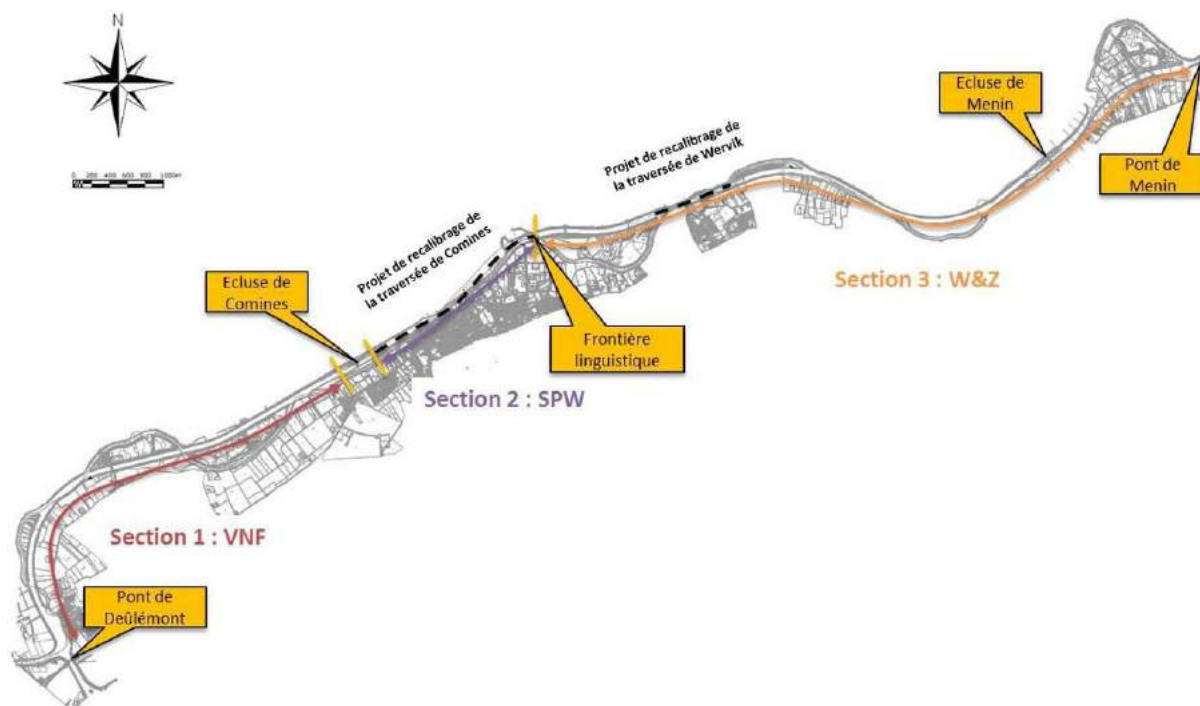
La présente opération porte sur le recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin. Elle s'inscrit dans le cadre plus large de l'aménagement de la liaison fluviale européenne Seine-Escaut en faveur du développement des échanges commerciaux entre la France et les pays du Nord de l'Europe (Belgique, Pays-Bas et Allemagne). La Lys mitoyenne est un tronçon de l'axe Deûle-Lys, qui assure la liaison entre le canal Seine Nord- Europe à réaliser et les ports de la mer du Nord. La carte ci-dessous présente le plan du projet de liaison fluviale Seine-Escaut dont le présent projet est un maillon central.



Plan du projet européen Seine-Escaut

L'opération de recalibrage de Lys mitoyenne concerne un linéaire de 16.5 km ; elle est portée par des maîtrises d'ouvrages français et belges (wallonne et flamande) suivant le découpage ci-après :

- ⇒ Section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de Voies Navigables de France (VNF) ;
- ⇒ Section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du Service Public de Wallonie (SPW) ;
- ⇒ Section 3 : de la frontière Wallonie/Flandre au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de Waterwegen en Zeekanaal (W&Z).



Le figuré --- délimite les projets de traversées de ville. A ce niveau, le projet de recalibrage s'accompagne d'un projet de valorisation urbaine.

Délimitation des différentes maîtrises d'ouvrage

2.1.2. La Lys mitoyenne, rivière canalisée

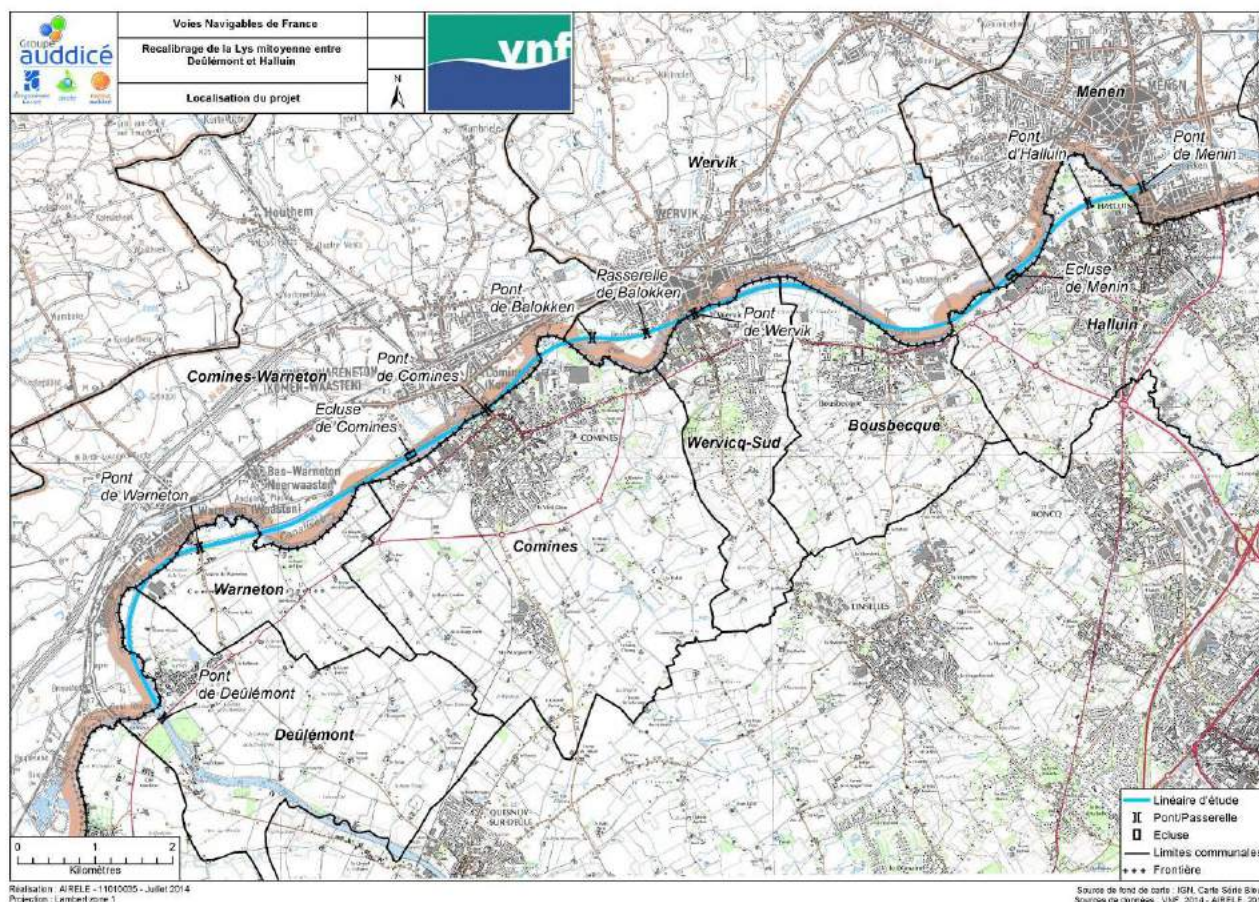
La Lys, longue de 200 km, prend sa source à Lisbourg près de Fruges à environ 115 m de hauteur. Alimentée par une série de cours d'eau (la Deûle, la Bourre, la Lawe, etc.), elle draine, en amont de Menin, un bassin versant de près de 3000 km².

Depuis sa source, la Lys est un cours d'eau non navigable jusqu'à Aire-sur-la-Lys où elle passe en siphon sous le canal d'Aire.

En aval d'Aire-sur-la-Lys et jusqu'à sa confluence avec la Deûle, la Lys permet la navigation des bateaux de classe européenne I.

Entre Deûlémont et Deinze, la chenalisation de la Lys permet la navigation des bateaux de la classe européenne IV de type RHK (80 m x 9,5 m x 2,5 m).

En aval de Deinze, les méandres ont été maintenus en grande partie jusqu'à son embouchure dans la Ringvaart de Gand.



Localisation du projet

Sur la portion d'étude, la Lys est dite mitoyenne car elle serpente successivement sur les territoires français et belges.

2.1.3. Enjeu du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne

Le gabarit de classe européenne IV de l'actuelle portion de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin, ne répond pas aux besoins pour le développement du trafic fluvial envisagé sur la liaison Seine-Escaut. Les tronçons adjacents français (Deûle, écluse de Quesnoy) et belges (Menin, Lys flamande) font ou ont déjà fait l'objet d'agrandissement.

L'aménagement global de liaison fluviale Seine-Escaut vise à :

- ⇒ Libérer le potentiel de croissance du transport de marchandises aujourd'hui freiné par le goulet d'étranglement routier du nord de la France, en proposant un mode de transport alternatif ;
- ⇒ Assurer le développement du transport fluvial rendu possible (ou compétitif) par l'émergence des navires de grand gabarit ;
- ⇒ Favoriser l'essor économique et industriel des territoires traversés avec la création de plateformes multimodales d'échange alimentées par la voie d'eau et la route ou le rail ;
- ⇒ Permettre un développement durable respectueux de l'environnement : réduction du trafic routier, etc.

2.1.4. Projet technique de recalibrage

La voie d'eau doit permettre :

- ⇒ La navigation à double sens des unités allant jusqu'à la classe européenne Va sur les portions belges ou à la classe dite Va+ sur la portion française ;
- ⇒ La navigation des convois de classe européenne Vb (185 m x 11,4 m x 3,0 m) : navigation en alternat des convois de classe Vb ; des alternats sélectifs sont instaurés localement.

Les vitesses de navigation maximales retenues sont celles définies au Règlement Général de Police existant à savoir :

- ⇒ 8 km/h pour toute unité en charge dont la longueur est supérieure à 92 m ou dont la largeur est supérieure à 9,50 m,
- ⇒ 10 km/h pour les autres unités en charge,
- ⇒ 12 km/h pour les unités à vide.

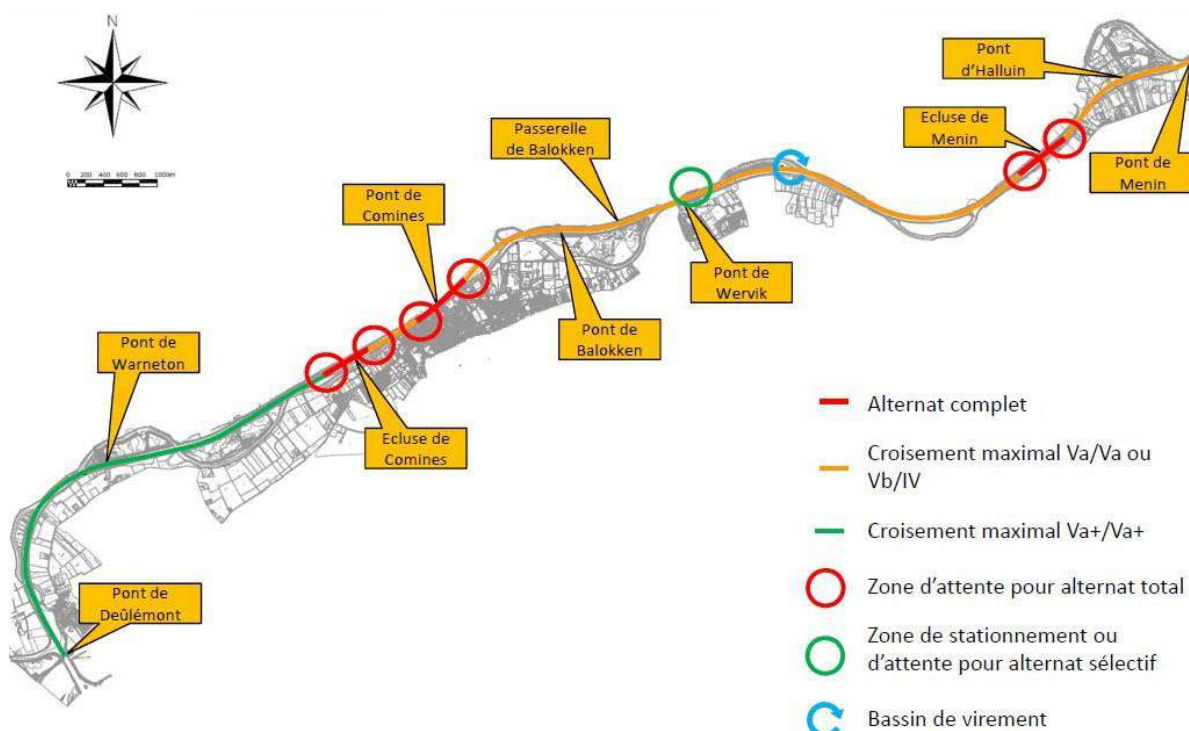
Pour ce faire, les rectangles de navigation disposés en alignement droit sont :

- ⇒ 34 m x 4 m, en amont de Comines suivant le référentiel technique français. Pour obtenir un bon rapport de la section du bateau de projet sur la section mouillée et ainsi une vitesse convenable de navigation, le cours d'eau est approfondi à 4,5 m.
- ⇒ 34 m x 3 m ou 28 x 4 m en aval de Comines suivant le référentiel technique belge.

A cela s'ajoute des surlargeurs dans les courbes dont le rayon est inférieur à 1850 m (soit 10 fois la longueur du plus grand navire attendu). La sinuosité de la Lys sur les sections belges conduit à une surface mouillée similaire suivant les deux référentiels.

La voie d'eau comprend les aménagements spécifiques suivants :

- ⇒ Un bassin de virement à Bousbecque (bief intermédiaire II) dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+ ;
- ⇒ Une nouvelle zone de stationnement ou de croisement, dimensionnées pour les navires de classe européenne Vb. Cette zone sert notamment à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik ;
- ⇒ Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionnée pour les navires de classe européenne Vb, pour le passage sous le pont de Comines. 4 zones d'attentes (garage d'écluses) sont déjà existantes sont déjà existantes à l'amont et à l'aval des écluses de Comines et de Menin.

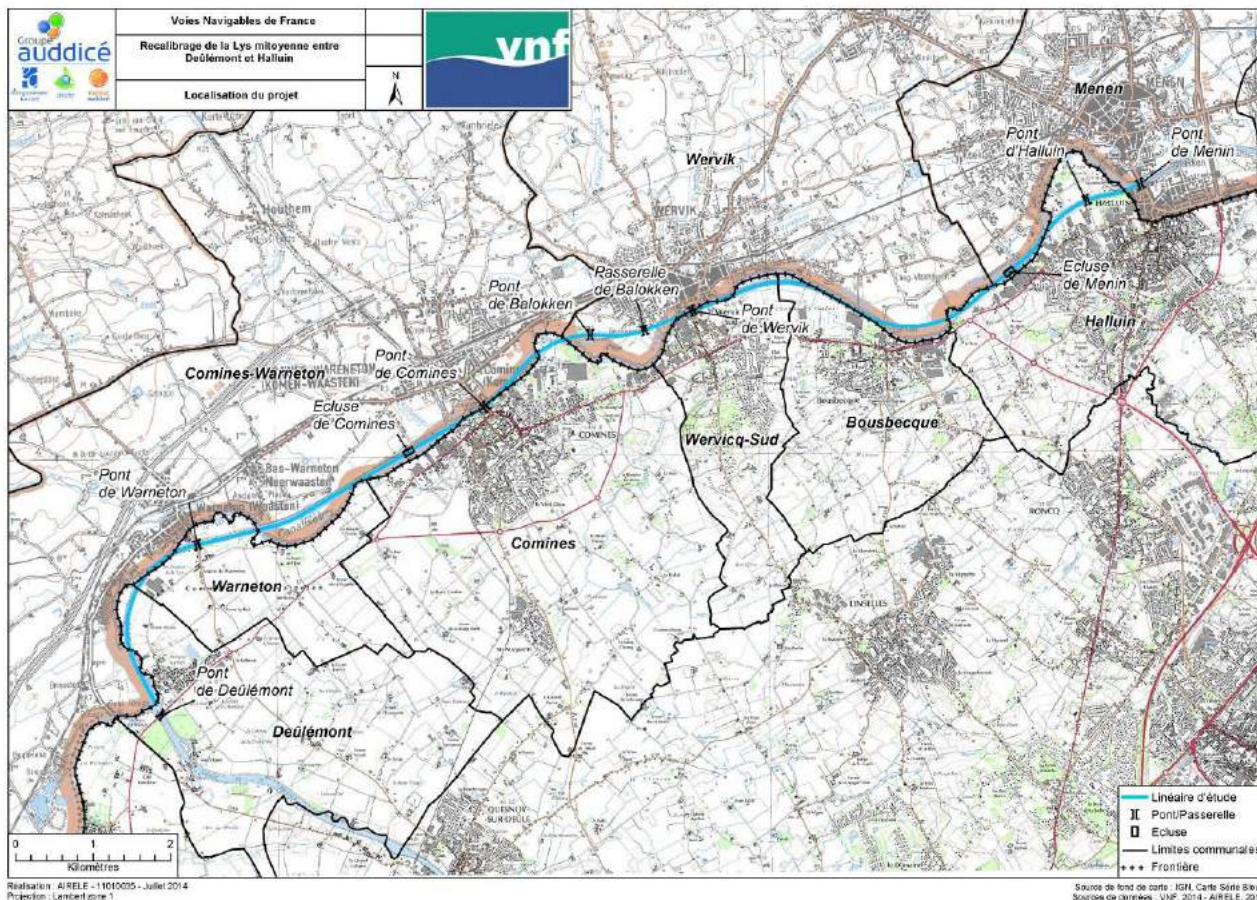


Aménagements de la voie d'eau et conditions de navigabilité

Les traversées de ville

Au droit des villes de Comines France et de Wervicq-sud, le projet de recalibrage de la Lys s'accompagne de projets de réaménagement urbain, avec notamment la construction d'un chemin de halage en rive française, afin d'assurer la continuité piétonne le long des berges de la Lys.

2.1.5. Situation réglementaire des communes concernées par le projet



Le projet concerne les communes françaises suivantes (énumérées d'ouest en est) :

- ⇒ Deûlémont (linéaire de recalibrage et aménagements de compensation écologique)
- ⇒ Warneton
- ⇒ Comines France
- ⇒ Wervicq-Sud
- ⇒ Bousbecque
- ⇒ Halluin

Ces 6 communes font partie de la **Métropole Européenne de Lille qui dispose de son PLU intercommunal**. Elles sont donc couvertes par un seul et même document d'urbanisme : le PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

2.2.OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUi

Dans un premier temps, la mise en compatibilité consiste à amender les points réglementaires du PLUi qui ne permettent pas au projet d'aboutir, avant, dans un second temps, d'inscrire des règles supplémentaires permettant de garantir la délivrance des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet. La mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille exposée dans le présent dossier amende les pièces énumérées ci-après.

2.2.1. Règlement graphique

Le tracé des parties émergées du projet est porté sur les documents graphiques afin de créer des emplacements réservés au bénéfice des Voies Navigables de France. La mise en compatibilité a également pour effet de supprimer la protection des espaces boisés classés, lorsqu'elle existe, à l'intérieur des emprises du projet, afin de permettre les opérations de défrichement nécessaires. Elle consiste enfin à s'assurer que les règles des zones du PLUi concernées par le projet ne vont pas à l'encontre de sa réalisation. Elles seront corrigées le cas échéant.

2.2.2. Règlement écrit

La mise en compatibilité consiste à s'assurer que les règles des zones du PLUi concernées par le projet ne vont pas à l'encontre de sa réalisation. Elles seront corrigées le cas échéant.

2.2.3. Liste des emplacements réservés

Elle doit être complétée ou modifiée en cohérence avec les documents graphiques.

2.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS

Conformément à l'article L104-2 et R104-8, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Par arrêté du 18 septembre 2015 le Préfet a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille pour le recalibrage de la Lys mitoyenne concernant les communes de Deûlémont, Warneton, Comines France, Wervicq-sud, Bousbecque et Halluin.

3. LE PROJET ET L'INCOMPATIBILITE DU PLUI

Le règlement du PLUi de la Métropole Européenne de Lille dispose de prescriptions différentes en fonction de la typologie des communes. Ainsi parmi nos six communes concernées par le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne, on retrouve les typologies de communes suivantes :

- ⇒ Des communes rurales
 - Deûlémont
 - Warneton
- ⇒ Ces centres ruraux
 - Comines France
 - Wervicq-Sud
 - Bousbecque
 - Halluin

Dans ce chapitre les incompatibilités entre le PLUi et le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne sont exposés afin d'en maîtriser les enjeux et de préparer les amendements du PLUi nécessaires à sa mise en compatibilité.

Ils sont présentés commune par commune.

3.1.A DEULEMONT

3.1.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte la zone naturelle NE du règlement du PLUi.

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet :

La zone NE est une zone naturelle de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle autorise toutefois quelques aménagements légers mais ne mentionne pas clairement la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Afin de clairement autoriser le recalibrage de la Lys Mitoyenne, matérialisée par un emplacement réservé, le règlement écrit de la zone NE nécessite une mise en compatibilité.

Il est notable d'indiquer que la zone destinée à recevoir des aménagements de compensation écologique se situe sur l'ancien site de dépôt n°18 à la confluence de la Lys à Deûlémont. La totalité du site est située en zone NE qui autorise : *« 1) Les travaux, ouvrages ou installations légères, de type observatoires, passerelles, ayant pour objet de permettre la découverte du milieu naturel par le public, ou la gestion et la restauration du milieu naturel, sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels.*

2) Les constructions, ouvrages et travaux en lien avec la gestion du réseau hydrographique ayant pour objet la valorisation et la restauration du milieu naturel ainsi que la prévention et la gestion des risques d'inondation. »

Les aménagements prévus sur l'ancien site de dépôt n°18 à la confluence de la Lys à Deûlémont ne sont donc pas incompatibles avec le PLUi.

3.1.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet :

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

3.1.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces prescriptions.

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces prescriptions.

3.1.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune de Deûlémont, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucun emplacement réservé.

3.2.A WARNETON

3.2.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Warneton, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les zones suivantes du règlement du PLUi :

- La zone urbaine UF
- Le secteur agricole Ap
- La zone naturelle NE
- La zone naturelle NP
- Le secteur NPn

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet

L'article 1 de la zones UF dispose :

« *Sont interdits :*

- a) *Tout type d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone défini ci-dessus. »*

Le caractère de la zone UF est ainsi décrit : « *Il s'agit d'une zone qui est occupée en tout ou en partie par des activités et dont la vocation industrielle doit être non seulement maintenue mais privilégiée et renforcée.* »

L'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale matérialisée par un emplacement réservé n'est ni de nature à être incompatible avec un environnement urbain, ni de nature à perturber le fonctionnement des zones de développement économique et commerciale. L'infrastructure permettra au contraire de renforcer l'attractivité de ces zones.

Tous les articles 2 des zones Ap, NP et NPn autorisent : « *Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif faisant l'objet d'un emplacement réservé au plan, ainsi que les extensions et améliorations de ceux existants, sous réserve de ne pas porter atteinte par leur nature à la qualité paysagère du site.* »

L'élargissement d'une infrastructure existante sans aucun accompagnement de nouvel ouvrage d'art ou de nouvelle construction n'est pas de nature à porter atteinte à la qualité paysagère du site.

La zone NE est une zone naturelle de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle autorise toutefois quelques aménagements légers mais ne mentionne pas clairement la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Afin de clairement autoriser le recalibrage de la Lys Mitoyenne, le règlement écrit de la zone NE nécessite une mise en compatibilité.

3.2.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune de Warneton, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les protections environnementales et architecturales suivantes du règlement du PLUi : « Forte qualité paysagère des secteurs réservés principalement à l'exploitation agricole. »

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet

Cette protection concerne le projet de recalibrage de la Lys uniquement sur une petite portion de la commune de Warneton. La protection est située en limite sud du projet. L'élargissement d'une infrastructure existante sans aucun accompagnement de nouvel ouvrage d'art ou de nouvelle construction n'est pas de nature à porter atteinte à la qualité paysagère du site. Il n'y a donc pas d'incompatibilité entre le projet de recalibrage de la Lys et le PLUi.

3.2.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune de Warneton, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les prescriptions diverses suivantes du règlement du PLUi : « Cheminement piéton existant ou à créer ».

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Cette protection n'est que cartographique. Elle ne renvoie à aucune règle dans le règlement écrit. L'échelle d'opposabilité de la cartographie étant le 5000^{ème}, le dévoiement des cheminements de quelques mètres est imperceptible cartographiquement.

3.2.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune de Warneton, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte l'emplacement réservé suivant :

N°	intitulé	bénéficiaire
Superstructure		
1	Dépôt de terres des voies Navigables	VNF

Les emplacements réservés incompatibles avec le projet

Cet emplacement réservé ne présente pas de totale incompatibilité avec le projet de recalibrage de la Lys. Son bénéficiaire étant VNF et son objet le dépôt de terres des Voies Navigables, il sera fusionné avec le nouvel emplacement réservé créé dont l'objet est le recalibrage de la Lys Mitoyenne.

3.3.A COMINES

3.3.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Comines, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les zones suivantes du règlement du PLUi :

- La zone urbaine UA du règlement des centres ruraux
- Le secteur UBa du règlement des centres ruraux
- La zone urbaine UE
- Le secteur urbain UGbn

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet

Les article1 des zones UA, UBa, UE et UGbn disposent :

« *Sont interdits :*

- b) Tout type d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone défini ci-dessus. »*

Les caractères de chacune des zones sont les suivants :

UA : « *Il s'agit d'une zone urbaine mixte, à caractère central, à dominante d'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain dense. »*

UBa : « *Il s'agit d'une zone urbaine mixte de densité élevée, affectée à l'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales et industrielles, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain. »*

UE : « Il s'agit d'une zone d'activités organisée ou à organiser où les commerces, les bureaux et les services sont limités. »

UGbn : « Il s'agit d'une zone économique bénéficiant d'une situation privilégiée, soit par sa proximité du centre-ville, soit par sa desserte. Il convient d'y favoriser la mixité d'activités économiques par l'implantation d'activités tertiaires, de bureaux, de commerces, de services, et d'activités industrielles ou artisanales compatibles avec les activités déjà présentes sur la zone. »

L'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale matérialisée par un emplacement réservé n'est ni de nature à être incompatible avec un environnement urbain, ni de nature à perturber le fonctionnement des zones de développement économique et commerciale. L'infrastructure permettra au contraire de renforcer l'attractivité de ces zones.

3.3.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune de Comines, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune de Comines, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

3.3.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune de Comines, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les prescriptions diverses suivantes du règlement du PLUi : « Cheminement piéton existant ou à créer ».

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Cette protection n'est que cartographique. Elle ne renvoie à aucune règle dans le règlement écrit. L'échelle d'opposabilité de la cartographie étant le 5000^{ème}, le dévoiement des cheminements de quelques mètres est imperceptible cartographiquement.

3.3.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune de Comines, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les emplacements réservés suivant :

N°	intitulé	bénéficiaire
infrastructure		
1	Mise à grand gabarit de la Lys	VNF
Prévisions d'Equipements Publics		
2	Aménagement des abords du pont après sa reconstruction pour la mise à grand gabarit de la Lys	MEL

Les emplacements réservés incompatibles avec le projet

Aucun emplacement réservé ne présente de totale incompatibilité avec le projet de recalibrage de la Lys. L'emplacement réservé d'infrastructure n°1 : « mise en grand Gabarit de la Lys » sera logiquement fusionné avec le nouvel emplacement réservé créé.

3.4.A WERWICQ-SUD

3.4.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Werwicz-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les zones suivantes du règlement du PLUi :

- La zone urbaine UA du règlement des centres ruraux
- La zone urbaine UF
- La zone naturelle NE
- La zone naturelle NP

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet

Les articles des zones UA et UF disposent :

« Sont interdits :

- c) *Tout type d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone défini ci-dessus. »*

Les caractères de chacune des zones sont les suivants :

UA : « *Il s'agit d'une zone urbaine mixte, à caractère central, à dominante d'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain dense. »*

UF : « *Il s'agit d'une zone qui est occupée en tout ou en partie par des activités et dont la vocation industrielle doit être non seulement maintenue mais privilégiée et renforcée. »*

L'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale matérialisée par un emplacement réservé n'est ni de nature à être incompatible avec un environnement urbain, ni de nature à perturber le fonctionnement des zones de développement économique et commerciale. L'infrastructure permettra au contraire de renforcer l'attractivité de ces zones.

L'article 2 de la zone NP autorise : « *Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif faisant l'objet d'un emplacement réservé au plan, ainsi que les extensions et améliorations de ceux existants, sous réserve de ne pas porter atteinte par leur nature à la qualité paysagère du site. »*

L'élargissement d'une infrastructure existante sans aucun accompagnement de nouvel ouvrage d'art ou de nouvelle construction n'est pas de nature à porter atteinte à la qualité paysagère du site.

La zone NE est une zone naturelle de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle autorise toutefois quelques aménagements légers mais ne mentionne pas clairement la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Afin de clairement autoriser le recalibrage de la Lys Mitoyenne, le règlement écrit de la zone NE nécessite une mise en compatibilité.

3.4.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune de Werwicq-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune de Werwicq-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

3.4.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune de Werwicq-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces prescriptions.

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune de Werwicq-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces prescriptions.

3.4.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune de Werwicq-Sud, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les emplacements réservés suivant :

N°	intitulé	bénéficiaire
infrastructure		
15	Liaison piétonne, rue du Rivage, Bord de Lys	Commune
16	Aménagement des abords du Pont Transfrontalier sur la Lys	VNF
Prévisions d'Equipements Publics		
2	Aménagement des abords du pont frontière	MEL

Les emplacements réservés incompatibles avec le projet

Aucun emplacement réservé ne présente de totale incompatibilité avec le projet de recalibrage de la Lys.

L'emplacement réservé d'infrastructure n°16 : « Aménagement des abords du Pont Transfrontalier sur la Lys » sera logiquement fusionné avec le nouvel emplacement réservé créé.

3.5.A BOUSBECQUE

3.5.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Bousbecque, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les zones suivantes du règlement du PLUi :

- Le secteur urbain UCb du règlement des centres ruraux
- La zone urbaine UF
- La zone naturelle NE

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet

Les articles des zones UCb et UF disposent :

« *Sont interdits :*

- d) *Tout type d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone défini ci-dessus. »*

Les caractères de chacune des zones sont les suivants :

UCb : « *Il s'agit d'une zone urbaine mixte de densité moyenne assurant une transition entre les quartiers centraux et les quartiers de plus faible densité, avec une dominante d'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales et industrielles, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain. »*

UF : « *Il s'agit d'une zone qui est occupée en tout ou en partie par des activités et dont la vocation industrielle doit être non seulement maintenue mais privilégiée et renforcée. »*

L'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale matérialisée par un emplacement réservé n'est ni de nature à être incompatible avec un environnement urbain, ni de nature à perturber le fonctionnement des zones de développement économique et commerciale. L'infrastructure permettra au contraire de renforcer l'attractivité de ces zones.

La zone NE est une zone naturelle de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle autorise toutefois quelques aménagements légers mais ne mentionne pas clairement la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Afin de clairement autoriser le recalibrage de la Lys Mitoyenne, le règlement écrit de la zone NE nécessite une mise en compatibilité.

3.5.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune de Bousbecque, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune de Bousbecque, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

3.5.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune de Bousbecque, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les prescriptions diverses suivantes du règlement du PLUi : « Cheminement piéton existant ou à créer ».

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Cette protection n'est que cartographique. Elle ne renvoie à aucune règle dans le règlement écrit. L'échelle d'opposabilité de la cartographie étant le 5000^{ème}, le dévoiement des cheminements de quelques mètres est imperceptible cartographiquement. Seul le tracé d'un nouveau cheminement à hauteur du bassin de retournement est introduit.

3.5.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune de Bousbecque, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte l'emplacement réservé suivant :

N°	intitulé	bénéficiaire
infrastructure		
6	Mise en place d'un collecteur de transport des eaux pluviales et station de refoulement des eaux usées. Réalisation d'une piste d'accès	MEL

Les emplacements réservés incompatibles avec le projet

Cet emplacement réservé ne présente pas d'incompatibilité avec le projet de recalibrage de la Lys.

3.6.A HALLUIN

3.6.1. Zones du règlement concernées par le projet et examen des éventuelles règles incompatibles

Les zones du règlement concernées par le projet :

Dans la traversée de la commune de Halluin, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les zones suivantes du règlement du PLUi :

- La zone urbaine UF
- La zone naturelle NE
- La zone naturelle NP

Présentation des principales règles incompatibles avec le projet

L'article 1 de la zones UF dispose :

« Sont interdits :

- e) *Tout type d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone défini ci-dessus. »*

Les caractères de chacune des zones sont les suivants :

UF : « *Il s'agit d'une zone qui est occupée en tout ou en partie par des activités et dont la vocation industrielle doit être non seulement maintenue mais privilégiée et renforcée.* »

L'élargissement d'une infrastructure de transport par voie fluviale matérialisée par un emplacement réservé n'est ni de nature à être incompatible avec un environnement urbain, ni de nature à perturber le fonctionnement des zones de développement économique et commerciale. L'infrastructure permettra au contraire de renforcer l'attractivité de ces zones.

L'article 2 de la zone NP autorise : « *Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif faisant l'objet d'un emplacement réservé au plan, ainsi que les extensions et améliorations de ceux existants, sous réserve de ne pas porter atteinte par leur nature à la qualité paysagère du site.* »

L'élargissement d'une infrastructure existante sans aucun accompagnement de nouvel ouvrage d'art ou de nouvelle construction n'est pas de nature à porter atteinte à la qualité paysagère du site.

La zone NE est une zone naturelle de protection et de sauvegarde des milieux écologiques sensibles, des sites et des paysages. Elle autorise toutefois quelques aménagements légers mais ne mentionne pas clairement la possibilité de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Afin de clairement autoriser le recalibrage de la Lys Mitoyenne, le règlement écrit de la zone NE nécessite une mise en compatibilité.

3.6.2. Protections environnementales et architecturales du PLUi concernées par le Projet

Les protections environnementales et architecturales :

Dans la traversée de la commune d'Halluin, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

Présentation des principales protections environnementales et architecturales incompatibles avec le projet

Dans la traversée de la commune d'Halluin, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne n'intercepte aucune de ces protections.

3.6.3. Prescriptions diverses du PLUi concernées par le Projet

Les prescriptions diverses :

Dans la traversée de la commune d'Halluin, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les prescriptions diverses suivantes du règlement du PLUi : « Cheminement piéton existant ou à créer ».

Présentation des principales prescriptions incompatibles avec le projet

Cette protection n'est que cartographique. Elle ne renvoie à aucune règle dans le règlement écrit. L'échelle d'opposabilité de la cartographie étant le 5000^{ème}, le dévoiement des cheminements de quelques mètres est imperceptible cartographiquement.

3.6.4. Emplacements réservés concernés par le projet

Dans la traversée de la commune d'Halluin, le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne intercepte les emplacements réservés suivant :

N°	intitulé	bénéficiaire
Superstructure		
2	Bassin de stockage - restitution	MEL
11	Jardins Familiaux et serres municipales, rue de la Lys	Commune
Prévisions d'Equipements Publics		
1	Liaison RD191 vers la N58 en Belgique	Département

Les emplacements réservés incompatibles avec le projet

Une partie de l'emplacement réservé d'infrastructure n°11 à Halluin présente une incompatibilité avec le projet. Cela concerne moins de 5% de son emprise initiale qui totalise 4,37 hectares de foncier. Son emprise devra être réduite au maximum d'environ 2 000m².

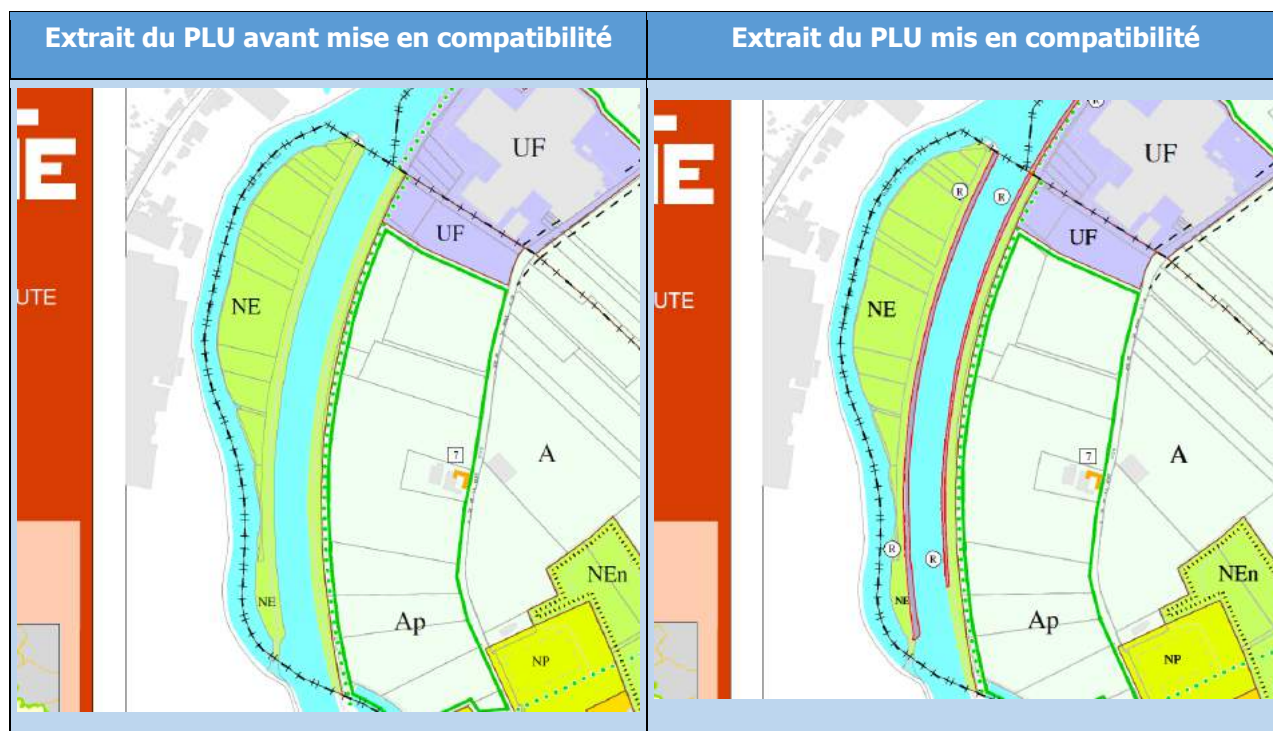
Les autres emplacements réservés ne présentent pas de totale incompatibilité avec le projet de recalibrage de la Lys.

4. LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLUI

Le précédent chapitre démontre qu'une mise en compatibilité du PLUi était nécessaire pour que le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne puisse être mis en œuvre. La manière dont est mis en compatibilité le PLUi présentée dans le présent chapitre commune par commune.

4.1.A DEULEMONT

4.1.1. La mise en compatibilité du règlement graphique



4.1.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

Seul le règlement de la zone NE est amendé. Une phrase est insérée à l'article 2 dans le chapitre « I) TRAVAUX AUTORISES DANS LES ZONES N.E. » :

« 12) Les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels »

La phrase est inscrite en rouge dans la pièce appelée « Règlement de la zone N.E. mis en compatibilité ». C'est le même règlement pour les 6 communes concernées par le dossier de Mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

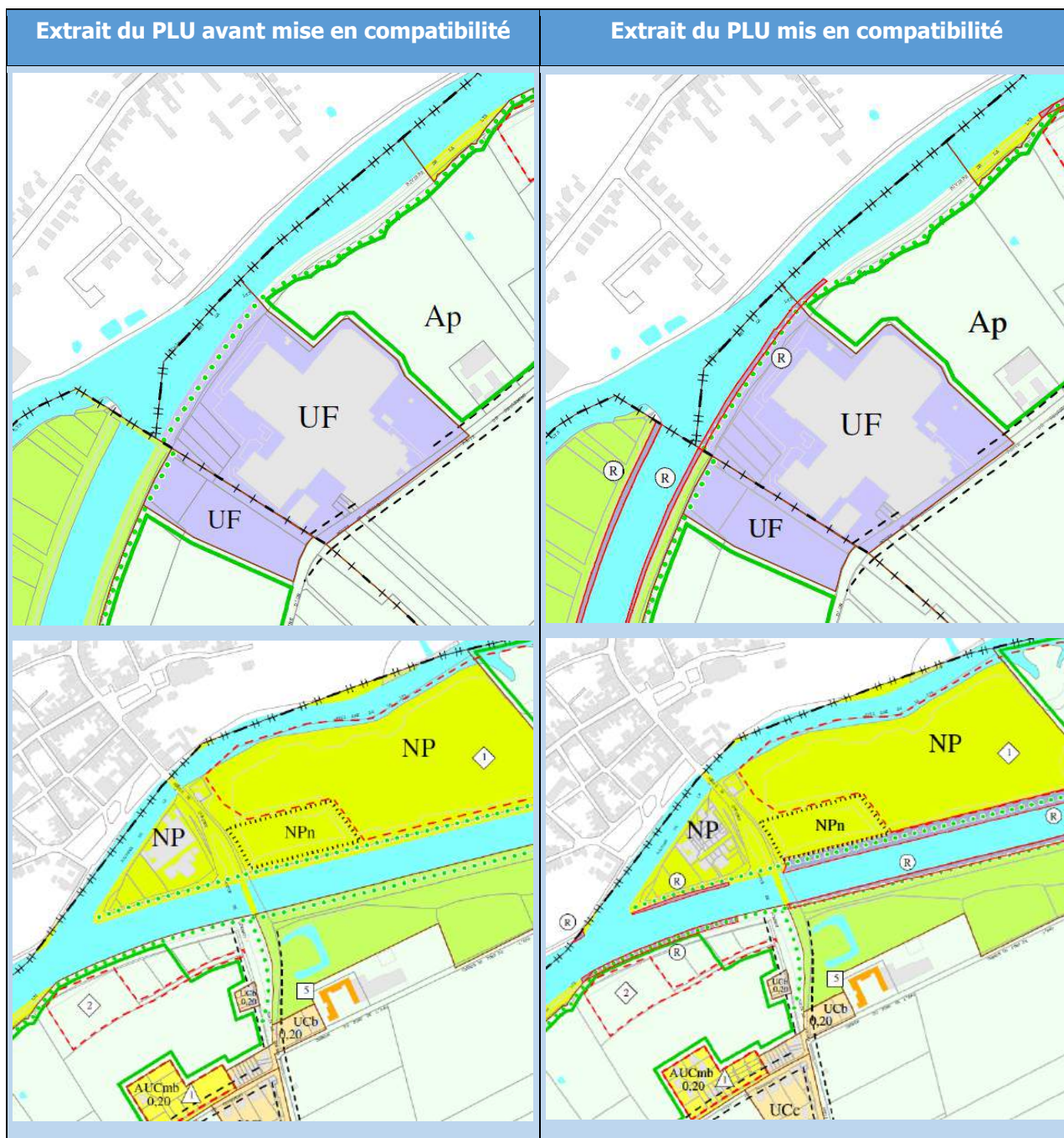
4.1.3. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

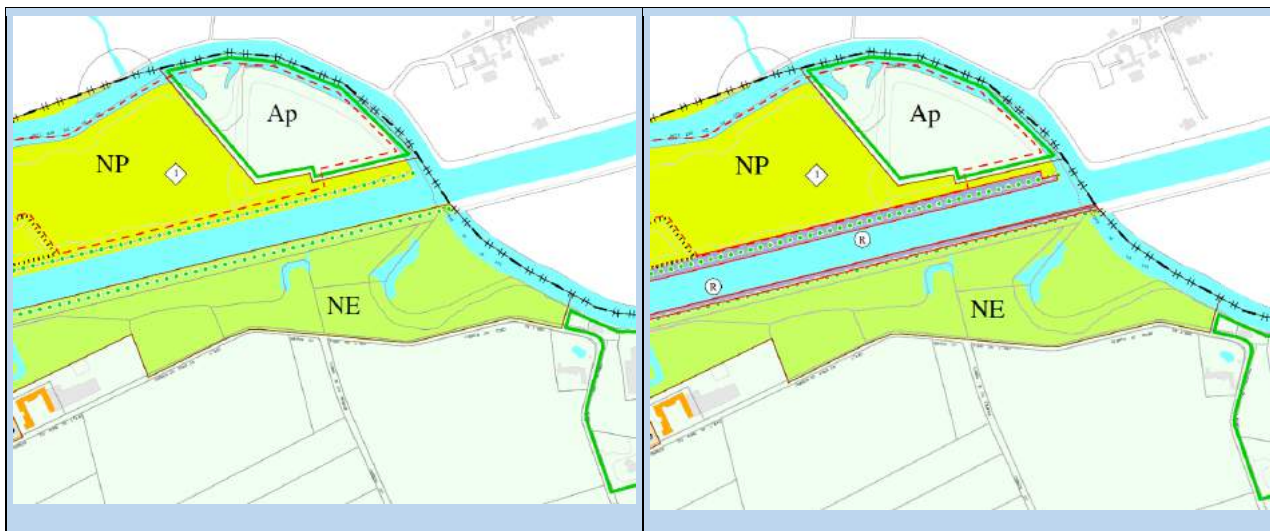
L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.

4.2.A WARNETON

4.2.1. La mise en compatibilité du règlement graphique





4.2.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

Seul le règlement de la zone NE est amendé. Une phrase est insérée à l'article 2 dans le chapitre « I) TRAVAUX AUTORISES DANS LES ZONES N.E. » :

« 12) Les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels »

La phrase est inscrite en rouge dans la pièce appelée « Règlement de la zone N.E. mis en compatibilité ». C'est le même règlement pour les 6 communes concernées par le dossier de Mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

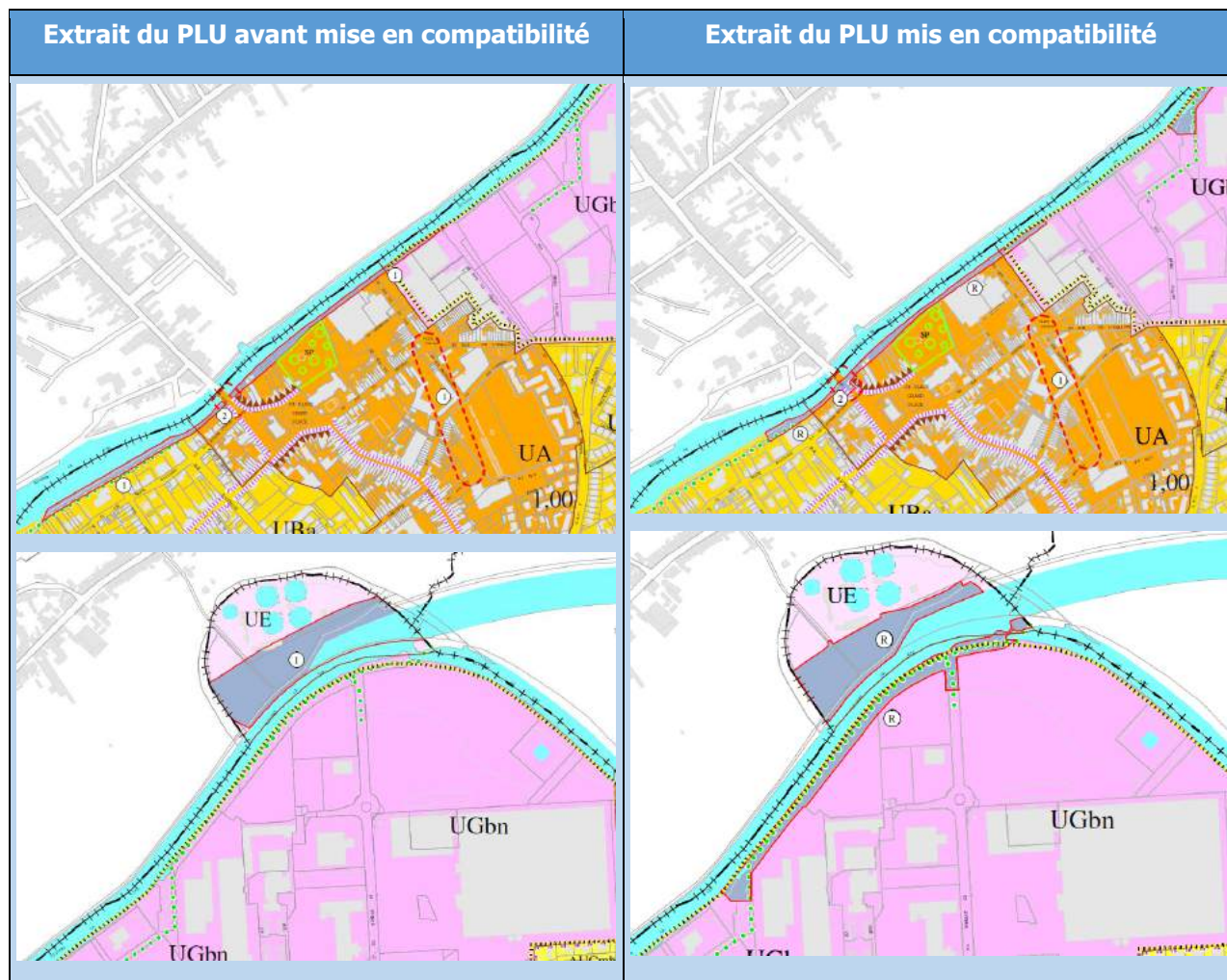
4.2.1. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.

4.3.A COMINES

4.3.1. La mise en compatibilité du règlement graphique



4.3.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

L'analyse de la compatibilité du projet avec le règlement des zones du PLUi interceptées par le projet a démontré que le règlement écrit ne nécessitait aucun amendement dans sa rédaction pour cette commune.

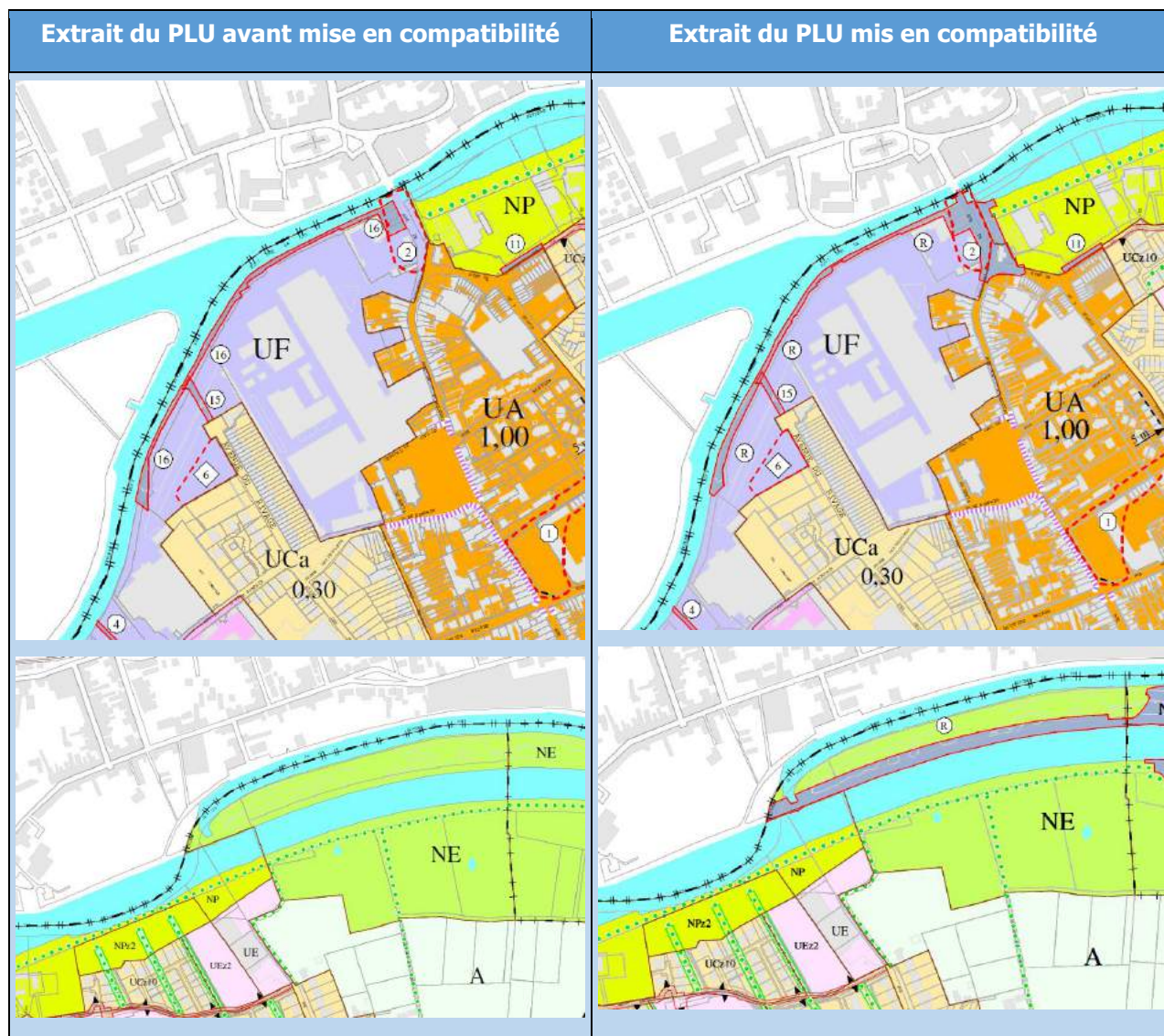
4.3.3. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.

4.4.A WERVICQ-SUD

4.4.1. La mise en compatibilité du règlement graphique



4.4.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

Seul le règlement de la zone NE est amendé. Une phrase est insérée à l'article 2 dans le chapitre « I) TRAVAUX AUTORISES DANS LES ZONES N.E. » :

« 12) Les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels »

La phrase est inscrite en rouge dans la pièce appelée « Règlement de la zone N.E. mis en compatibilité ». C'est le même règlement pour les 6 communes concernées par le dossier de Mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

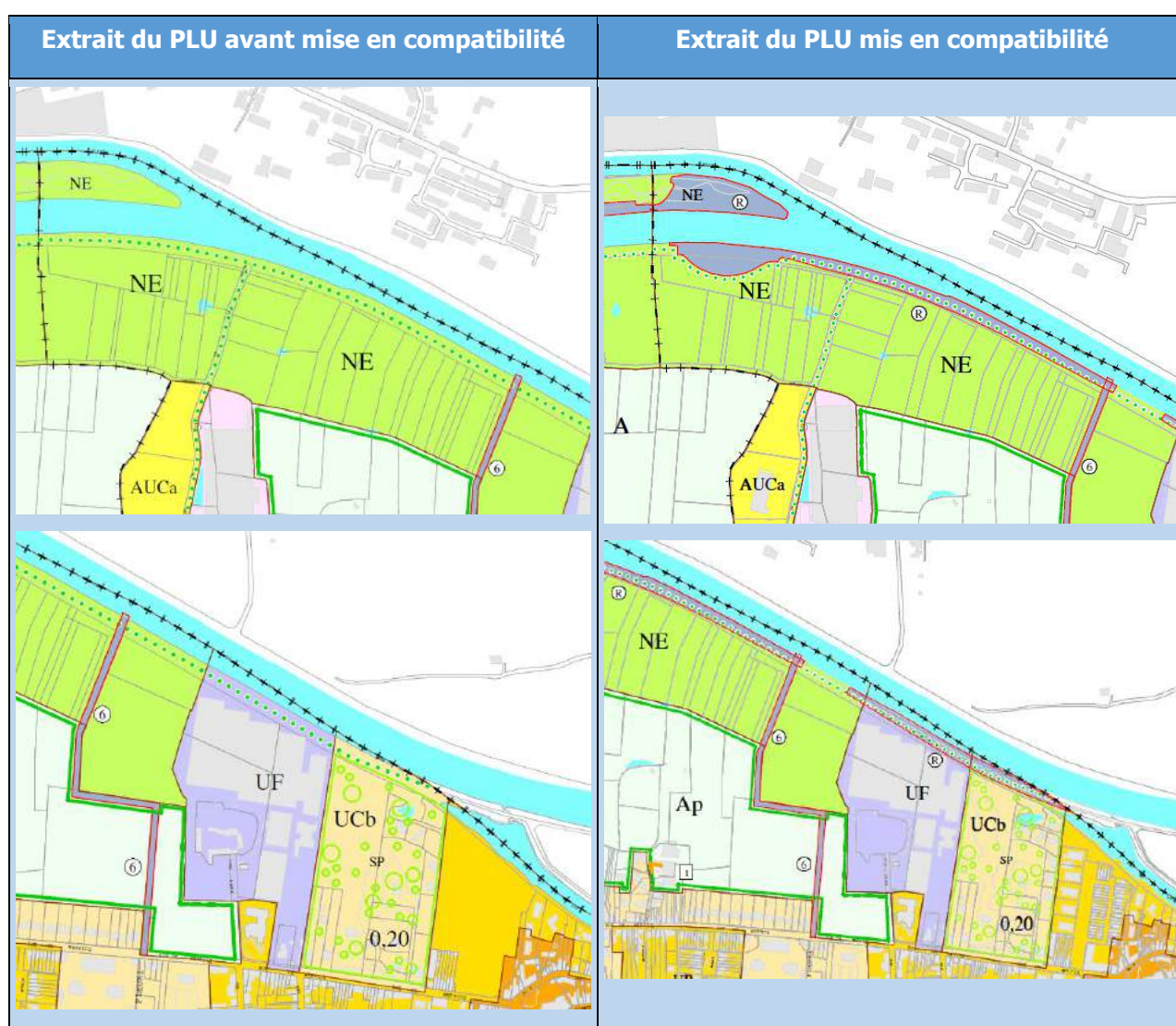
4.4.3. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.

4.5.A BOUSBECQUE

4.5.1. La mise en compatibilité du règlement graphique



4.5.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

Seul le règlement de la zone NE est amendé. Une phrase est insérée à l'article 2 dans le chapitre « I) TRAVAUX AUTORISES DANS LES ZONES N.E. » :

« 12) Les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement

écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels »

La phrase est inscrite en rouge dans la pièce appelée « Règlement de la zone N.E. mis en compatibilité ». C'est le même règlement pour les 6 communes concernées par le dossier de Mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

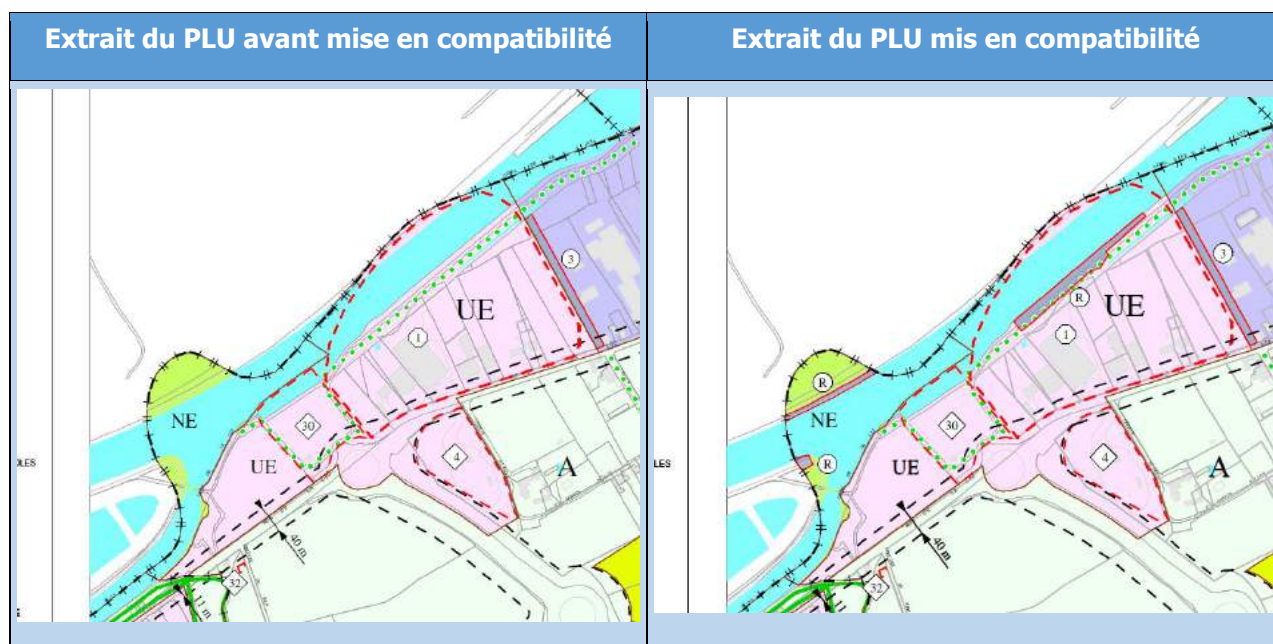
4.5.3. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

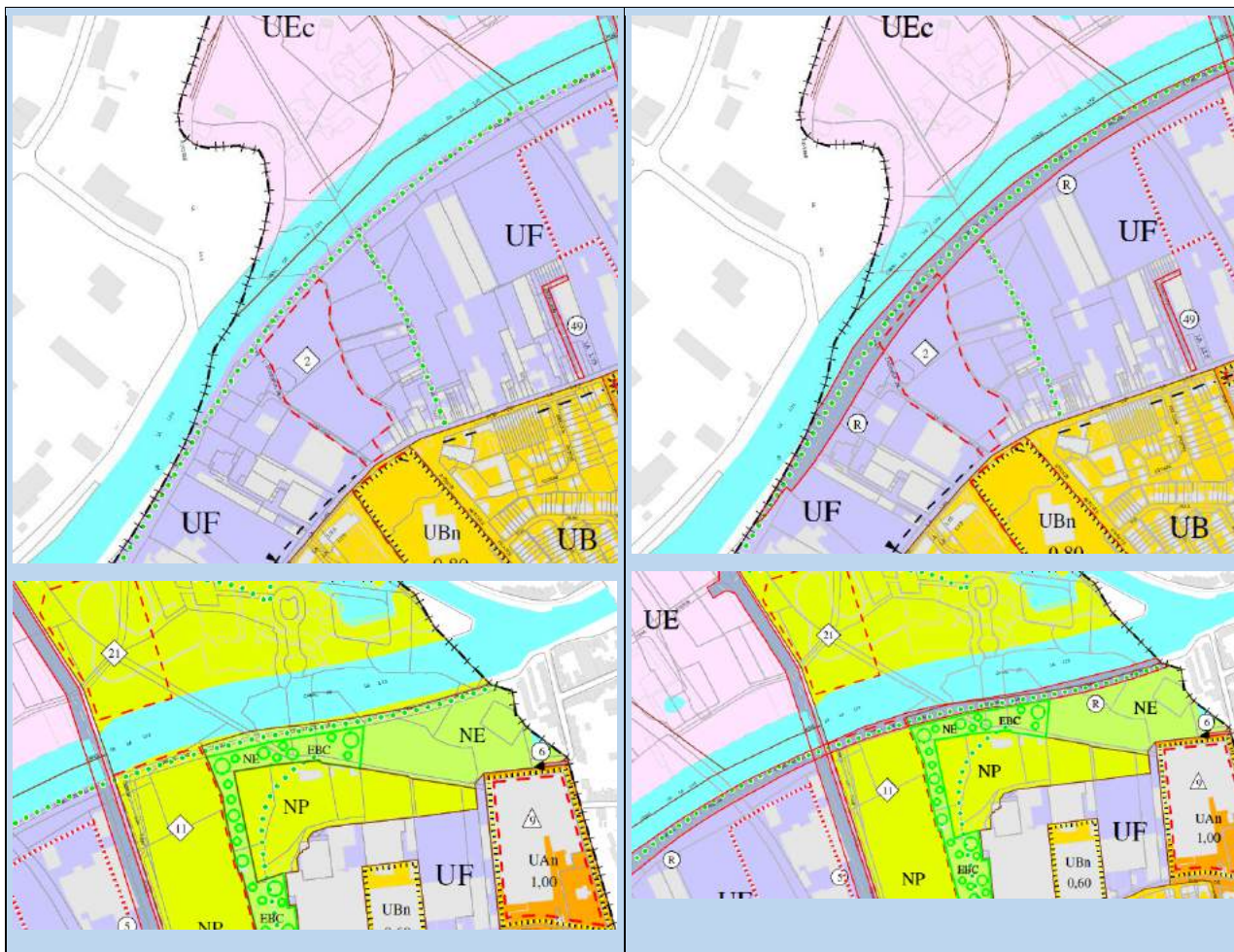
L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.

4.6.A HALLUIN

4.6.1. La mise en compatibilité du règlement graphique





4.6.2. La mise en compatibilité du règlement écrit

Seul le règlement de la zone NE est amendé. Une phrase est insérée à l'article 2 dans le chapitre « I) TYPEAUTORISES DANS LES ZONES N.E. » :

« 12) Les travaux et ouvrages nécessaires au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne (dont le périmètre correspond à l'emplacement réservé dédié) et à ses mesures d'accompagnement écologique sous réserve qu'ils soient parfaitement intégrés au paysage et qu'ils ne portent pas atteinte à la sensibilité des milieux naturels »

La phrase est inscrite en rouge dans la pièce appelée « Règlement de la zone N.E. mis en compatibilité ». C'est le même règlement pour les 6 communes concernées par le dossier de Mise en compatibilité du PLUi de la Métropole Européenne de Lille.

4.6.3. La mise en compatibilité de la liste des emplacements réservés

L'emplacement réservé « R » est ajouté à la liste des emplacements réservés de chacune des communes. Pour des raisons d'existence d'autres dossiers de modification ou de révision du PLUi existants ou à venir (entre le démarrage des études nécessaires à la rédaction de la DUP et l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet), son numéro sera déterminé lors de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet en fonction des numéros des autres emplacements réservés en cours de création.

Les amendements sur la liste des emplacements réservés apparaissent en rouge dans la pièce appelée « Liste des emplacements réservés mise en compatibilité ». Il y a une liste d'emplacements réservés par commune.